

Placement de jeunes mineurs d'âge aux Centres pénitentiaires de Luxembourg

Par la présente, le CELPL et l'OKAJU tiennent à vous informer de leur mécontentement concernant la pratique du placement des mineurs au CPL, malgré l'existence de l'Unité de sécurité (UNISEC) du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) à Dreiborn, qui avait pourtant été conçue pour mettre fin à cette indicible pratique. D'après nos informations un accord interinstitutionnel de l'année 2017 dans le cadre des travaux préparatifs de la respective réforme avait prévu de ne plus placer des enfants et adolescents au CPL bien que toujours légalement possible sur base des articles 24 et 26 de la Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse.¹ Qui plus est considérant que le CPL est détourné de sa fonction initiale et utilisé en tant que « maison d'arrêt » pour mineurs, nous rappelons également que le placement provisoire et exceptionnel ne doit de toute façon dépasser un mois, peu importe les circonstances.

Suite à une mission commune de contrôle au sein de l'UNISEC et sur base des informations recueillies auprès du CSEE, il était important de recueillir également les données respectives auprès du CPL, notamment les internements de personnes mineurs d'âge dans la période écoulée depuis l'ouverture de l'UNISEC en novembre 2017.

Lors d'une visite au CPL en date du vendredi dernier, 15 octobre 2021, nous avons dû constater deux mineurs étaient placés au CPL. Initialement placés au CPL en raison du manque de places à l'UNISEC, on aurait pu croire / être convaincu que ces deux jeunes mineurs d'âge seraient/auraient été transférés dès que possible à l'UNISEC à Dreiborn. Or, il relève des informations qui nous ont été transmises, que deux autres détenus, arrivés plus tard au CPL, ont été transférés à l'UNISEC. À la vue des informations recueillies, il nous n'est ni compréhensible ni retraceable sur base de quels critères (voire expertise, le cas échéant) se fonde ce traitement inégal au niveau de la prise en charge dite « protectionnelle » des mineurs. D'autant plus que le récent recensement semestriel au 1^{er} octobre 2021 révèle qu'à cette date il y a eu seulement 5 placements à l'UNISEC, donc il ne restait pas moins que 7 places par rapport à la capacité d'accueil maximal de 12 jeunes (respectivement 5 en cas de présence de 1 à 3 jeunes filles).²

Lors de notre visite, nous avons également pu constater que ces jeunes mineurs d'âge sont en effet placés dans le bloc E usuellement utilisé pour incarcérer en cellule d'isolement les détenus dans le cadre des mesures disciplinaires sur base de l'article 32 de la loi du 22 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire. Ainsi, ces jeunes mineurs d'âge

¹ Loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse : Art. 24. *Pendant la durée d'une procédure tendant à l'application des mesures prévues à l'article 1er, le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard du mineur les mesures de garde nécessaires. Il peut soit le laisser chez les particuliers qui en ont la garde, soit le soustraire à son milieu et le confier provisoirement à un parent, à un particulier, à une société, à une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée, à un établissement de rééducation, à un établissement disciplinaire ou à tout autre établissement spécial approprié à son état.* Art. 26. *Dans le cas d'absolue nécessité ou quand les mesures prévues à l'article 24 ne peuvent être exécutées, le mineur peut être gardé provisoirement dans une maison d'arrêt pour un terme ne dépassant pas un mois. Le mineur est gardé isolé des détenus adultes et soumis à un régime spécial qui est déterminé par les règlements de l'administration pénitentiaire.* <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/1992/08/10/n3/jo>

² MENJE (novembre 2021) [Liste des enfants et jeunes adultes vivant au Luxembourg accueillis ou placés en institution ou en famille d'accueil au 1er octobre 2021](#) : « C. Enfants et jeunes adultes placés dans les CSEE. CSEE (Schrassig, Dreiborn et Bourglinster) accueillent 50 mineurs (m/f) dont 5 à l'Unisec en placement judiciaire. »

peuvent côtoyer sur le même étage des détenus adultes. Il est tout à fait clair que cet état des choses est en flagrante opposition aux recommandations et normes internationales.³ S'y ajoute que les infrastructures du CPL déjà tellement abimées par le leur âge sont donc tout à fait inappropriées pour l'accueil de mineurs d'âge. Au contraire, il est fort probable que cet environnement tellement parcimonieux, réduit, et déficient, que cette privation matérielle et isolation sociale ne soit plus que préjudiciable et à la santé physique et mentale et à tout travail de réhabilitation et de réinsertion sociale. Avec la mise en quarantaine d'une centaine de détenus ayant eu lieu le vendredi 5 novembre 2021, la situation s'est aggravée de manière générale au CPL et en particulier pour les deux jeunes qui ont été déplacé vers un autre bloc où la séparation d'avec les adultes est encore plus difficile et où leur liberté de mouvements est limitée davantage.

En ce qui concerne la prise en charge scolaire, socio-pédagogique et psycho-sociale, nous avons dû constater que les deux mineurs d'âge n'ont bénéficié que de 4 heures par semaine d'encadrement socio-éducatif assuré par le CSEE. Une offre d'activation et de propédeutique scolaire n'a que débuté qu'après quelques semaines après le placement des mineurs d'âge au CPL. Or, il est tout à fait clair qu'une prise en charge journalière doit se faire par des professionnels socio-éducatifs et de personnel enseignant. Il faut préciser que le CPL ne dispose actuellement plus de personnel approprié pour encadrer des détenus mineurs d'âge. Bien au contraire, le placement actuel de ces mineurs d'âge aggrave la situation du personnel du CPL se révélera donc également néfastes pour les adultes. Nous exhortons le législateur et le gouvernement à accélérer les travaux pour bannir légalement le placement de mineurs au CPL.

En effet, le placement du mineur doit être suivi et accompagné par une équipe pluridisciplinaire visant la réinsertion sociale du mineur et la prévention de la récidive. S'agissant de la privation de liberté du mineur, celle-ci doit impérativement avoir lieu à l'UNISEC, tel qu'évoqué par le législateur en 2000 lors des travaux préparatoires afférents au projet de loi portant réorganisation du CSEE. En effet le législateur stipulait déjà à cette époque « ...considérant les détentions des mineurs en prison pour adultes à Schrassig comme intolérables,... »

D'un côté il est évident que le CPL n'est pas en mesure d'accueillir et d'offrir aux mineurs privés de liberté une prise en charge adéquate dans un cadre d'évolution propice à leur égard. De l'autre côté l'UNISEC a été spécifiquement conçu pour répondre à ces besoins. Il s'ensuit que tout placement de mineur au Centre pénitentiaire de Schrassig est simplement injustifiable.

³ Convention relative aux droits de l'enfant (CRDE) : Article 37 : Les Etats parties veillent à ce que : a) Nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doivent être prononcés pour les infractions commises par des personnes âgées de moins de dix-huit ans; b) Nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire. L'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant doit être en conformité avec la loi, **n'être qu'une mesure de dernier ressort, et être d'une durée aussi brève que possible**; c) Tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. **En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes**, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par les visites, sauf circonstances exceptionnelles; (...). <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>

L'OKAJU et le CELPL mettent l'accent sur l'importance de séparer les mineurs des adultes, et de placer par conséquent des mineurs dans des infrastructures adaptées à leurs besoins spécifiques, (souvent) diamétralement opposés de ceux des adultes.

Dès lors, le CELPL et l'OKAJU recommandent fortement de définitivement abolir toute possibilité légale d'un placement d'un mineur au CPL.

Alors que le Luxembourg a accédé à un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, pour le mandat 2022-2024, et affichant les droits de l'enfant parmi les priorités pour ce mandat, il est d'une ultime urgence à remédier à une des plus graves violations des droits de l'enfant et des droits fondamentaux dans son propre pays.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Claudia Monti

Ombudsman

Chargée du Contrôle externe
des lieux privés de liberté

www.celpl.lu

Charel Schmit

Ombudsman für Kanner a Jugendlecher

www.okaju.lu

Luxembourg, le 10 novembre 2021

Annexe : [Comité des droits de l'enfant \(document CRC/C/LUX/CO/5-6 du 21 juin 2021\): Observations finales concernant le rapport du Luxembourg valant cinquième à sixième rapports périodiques](#)

Extraits :

I. Mesures de protection spéciales (art. 22, 30, 32, 33, 35, 36, 37 b) à d) et 38 à 40)

Administration de la justice pour enfants

30. Le Comité prend note de l'information communiquée par l'État partie selon laquelle un nouveau projet de loi appelé à remplacer le projet de loi no 7276 relatif à la protection des enfants dans le cadre du système de justice pour enfants est en cours de préparation. Il est néanmoins préoccupé par les points suivants :

a) Les enfants de plus de 16 ans peuvent être traduits en justice devant les tribunaux ordinaires et, dans certains cas, leurs avocats sont commis par un juge ;

b) La législation relative à la protection des enfants ne fait aucune distinction entre les enfants victimes d'une infraction et les enfants en conflit avec la loi ;

c) L'État partie n'a pas instauré d'âge minimum pour la privation de liberté des enfants ;

d) Il n'existe aucune limite de temps en ce qui concerne la détention d'enfants dans des conditions quasi-carcérales dans les unités de sécurité (UNISEC), laquelle peut se prolonger jusqu'à l'âge adulte ;

e) La loi permet toujours de placer un enfant en détention dans un centre pénitentiaire pour adultes ;

f) Le placement à l'isolement est fréquemment utilisé dans les cas de fuite répétée, que ce soit pour les enfants placés en internat socioéducatif ou pour les enfants détenus dans les unités de sécurité ;

g) Les placements temporaires en internat socioéducatif ne font l'objet d'aucun réexamen systématique.

31. Se référant à son observation générale n o 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants et à d'autres normes internationales et régionales pertinentes, notamment aux Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants, le Comité invite instamment l'État partie à rendre son système de justice pour enfants pleinement conforme à la Convention et aux autres normes pertinentes. En particulier, le Comité recommande instamment à l'État partie :

a) D'accélérer l'adoption d'un nouveau projet de loi destiné à protéger les enfants dans le système de justice pour enfants et de remédier aux carences susmentionnées ;

b) De faire en sorte que tous les enfants âgés de moins de 18 ans, sans exception, qui sont soupçonnés, accusés ou reconnus coupables d'une infraction pénale soient pris en charge dans le cadre du système de justice pour enfants par des juges spécialisés correctement formés, en privilégiant la déjudiciarisation, la justice réparatrice et la réinsertion et en garantissant tous les droits en matière de procédure, y compris l'assistance d'un avocat spécialisé qui puisse, autant que possible, être choisi à partir d'une liste accessible ou commis par l'association du barreau ;

c) De séparer les mesures de protection visant les enfants qui ont été victimes d'une infraction ou qui risquent de le devenir de celles qui visent les enfants en conflit avec la loi, en prenant en compte l'intérêt supérieur des enfants concernés ;

d) De fixer un âge minimum pour la privation de liberté des enfants ;

e) De veiller à ce que la détention, y compris la détention en milieu quasi - carcéral en unité de sécurité, soit une mesure de dernier ressort prise pour la durée la plus brève possible, et soit régulièrement examinée en vue de sa levée, et supprimer totalement la possibilité de transférer un enfant dans une prison ou un centre pénitentiaire pour adultes ;

f) De veiller à ce que le placement à l'isolement ne soit pas appliqué aux enfants et que toute séparation d'un enfant d'avec les autres soit la plus brève possible et ne soit appliquée qu'en dernier ressort pour protéger l'enfant ou autrui, en présence ou sous l'étroite supervision d'un fonctionnaire dûment formé ;

g) De faire en sorte que les mesures de placement en internat socioéducatif soient réexaminées régulièrement en vue de leur levée.